



CHAPITRE 34

Loi concernant le commerce du pain

[Sanctionnée le 29 juin 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- « établissement »: *a)* « établissement »: tout endroit où l'on fabrique, entrepose, distribue, vend ou fait le commerce du pain au Québec;
- « ministre »: *b)* « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce;
- « pain rassi »: *c)* « pain rassi »: pain dont la date de fabrication est antérieure d'au moins quatre jours à celle de mise en vente au consommateur;
- « prix »: *d)* « prix »: le prix de vente au détail.

SECTION II

PRIX, POIDS ET COMMERCE DU PAIN

- Prix minimum: **2.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer pour le pain un prix minimum en tenant compte du coût moyen de production de boulangeries faisant preuve d'une productivité satisfaisante.
- Publication de projet d'arrêté: **3.** Tout projet d'arrêté en conseil ayant pour objet de fixer un prix minimum du pain doit être publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant

CHAPTER 34

An Act respecting the bread trade

[Assented to 29th June 1973]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

- Interpretation: **1.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:
- (a)* "establishment": every place where bread is made, stored, distributed, sold or traded in the province of Québec; *estab-lish-ment*;
- (b)* "Minister": the Minister of Industry and Commerce; *Minis-ter*;
- (c)* "stale bread": bread made at least four days before it is offered for sale to the consumers; *stale bread*;
- (d)* "price": the retail selling price. *"price"*.

DIVISION II

PRICE, WEIGHT AND TRADE OF BREAD

- 2.** The Lieutenant-Governor in Council may fix a minimum price for bread taking into account the average production cost for bakeries evidencing satisfactory productivity. *Minimum price.*
- 3.** Every draft order in council having as its object the fixing of a minimum price of bread must be published by the Minister in the *Québec Official Gazette*, with notice that at the expiry of thirty days *Publi-cation of draft order in council.*

cette publication, il sera soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur.

Cet arrêté entre en vigueur à compter d'une semblable publication d'un avis de cette approbation.

Interdic-
tions.

4. Il est interdit:

- a) de vendre du pain à un prix inférieur à celui fixé conformément à la présente loi;
- b) de vendre ou d'offrir en vente, à un prix global, un lot de produits ou d'articles comprenant du pain;
- c) d'utiliser des moyens directs ou indirects, comme des timbres, primes ou concours, ayant pour objet ou pour effet de réduire le prix en deçà du minimum établi en vertu de la présente loi ou de laisser croire qu'il en est ainsi;
- d) de vendre du pain non conforme aux normes établies en vertu de la présente loi.

Idem.

5. Il est interdit de donner du pain pour des fins publicitaires.

Poids net.

6. Le poids net de tout pain offert en vente au Québec doit être, au moins une heure après la cuisson, de 6 onces ou moins, ou de 16, 20, 24 ou 32 onces.

Excep-
tion pour
petits
pains.

Les autres articles de la présente loi ne s'appliquent pas aux petits pains pesant individuellement six onces ou moins.

Indica-
tion sur
emballa-
ge.

7. Le poids du pain doit être indiqué sur l'emballage.

Offre
de pain
défraîchi.

8. Un marchand ou un boulanger peut offrir occasionnellement du pain défraîchi aux conditions suivantes:

- a) chaque pain doit porter une étiquette sur laquelle sont inscrites la mention « pain rassi » et la date de fabrication, laquelle doit être d'au moins quatre jours antérieure à celle de la mise en vente au consommateur;
- b) ces pains doivent être placés dans un comptoir distinct, lequel doit porter bien en vue une affiche sur laquelle sont inscrits les mots « pain rassis »;
- c) le prix de ce pain ne doit pas être inférieur à 75% du prix minimum fixé en vertu de la présente loi.

following such publication, it shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

Such order shall come into force from similar publication of a notice of such approval.

Prohibi-
tions.

4. It is prohibited:

- (a) to sell bread at a price lower than that fixed in accordance with this act;
- (b) to sell or offer for sale, for a lump sum, a lot of products or articles including bread;
- (c) to use direct or indirect means, such as stamps, premiums or contests, having as their object or effect to reduce the price below the minimum established under this act or to lead to the belief that it is so;
- (d) to sell bread not in conformity with the standards established under this act.

5. It is prohibited to give bread for publicity purposes.

Net
weight
of loaf.

6. The net weight of a loaf offered for sale in the province of Québec must be 6 ounces or less, or 16, 20, 24 or 32 ounces at least one hour after baking.

Other sections of this act do not apply to rolls individually weighing six ounces or less.

Excep-
tion for
rolls.

7. The weight of the loaf must be indicated on the package.

Indica-
tion on
package.

8. A merchant or baker may occasionally offer stale bread on the following conditions:

- (a) each loaf must bear a label on which the words "stale bread" and the date of making are inscribed; such date must be at least four days before that when the loaf is offered for sale to consumers;
- (b) such loaves must be placed on a separate counter, which must bear in a conspicuous place a sign on which the words "stale bread" are inscribed;
- (c) the price of such bread shall not be less than 75% of the minimum price fixed under this act.

Offering
stale
bread.

Inscriptions sur emballage.
Idem.

9. Tout pain doit porter sur l'emballage le nom et l'adresse du fabricant.

Tout pain dont l'emballage porte comme inscription principale un nom ou une marque de commerce qui n'appartient pas à l'entreprise qui le fabrique doit porter l'inscription suivante: « Fabriqué par . . . (nom du fabricant) selon les indications de . . . (nom de l'entreprise qui l'a commandé). »

9. All bread must bear on the package the name and address of the maker.

Inscription on package.
Idem.

Any bread package whose main inscription is a name or trade mark which does not belong to the business making the bread must bear the following inscription: "Made by . . . (name of maker) according to the instructions of . . . (name of the undertaking ordering it)."

SECTION III

RÈGLEMENTS

Réglementation.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour régir le commerce du pain au Québec et plus particulièrement:

a) pour établir des normes relatives à la publicité, à l'étiquetage et à l'emballage du pain;

b) pour exempter, en totalité ou en partie, de l'application de la présente loi ou des règlements, certaines catégories de pains qu'il indique;

c) pour confier à une municipalité ou à une communauté urbaine l'application de la présente loi ou d'une partie de cette loi sur son territoire.

Entrée en vigueur.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

DIVISION III

REGULATIONS

10. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to govern the bread trade in the province of Québec and in particular:

Regulations for bread trade.

(a) to prescribe standards respecting advertising, labelling and packaging of bread;

(b) to exempt, in whole or in part, from the application of this act or the regulations, certain classes of bread which he indicates;

(c) to entrust to a municipality or urban community the application of this act or part of this act in its territory.

The regulations made under this act shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on any later date fixed therein.

Coming into force.

SECTION IV

INSPECTION

Inspecteurs.

11. Des inspecteurs peuvent être nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14) pour veiller à l'application de la présente loi.

Droit de pénétrer, etc.

12. Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer à toute heure raisonnable dans tout établissement dans lequel du pain est fabriqué, entreposé, mis en vente ou distribué et en faire l'inspection, et vérifier le contenu de tout véhicule utilisé pour le transport du pain.

DIVISION IV

INSPECTION

11. Inspectors may be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) to see to the application of this act.

Inspectors.

12. Every inspector may, in the performance of his duties, enter at any reasonable time any establishment where bread is made, stored, offered for sale or distributed and inspect it, and check the contents of any vehicle used for the transport of bread.

Right of entry, etc.

Droit
d'exiger
informa-
tions.

13. Tout inspecteur peut exiger du propriétaire, du locataire ou du gérant d'un établissement toute information relative à l'application de la présente loi et consulter tout registre ou document à l'appui de telle information.

13. Every inspector may exact from the owner, lessee or manager of an establishment any information relating to the application of this act and examine any register or document in support of such information. Exacting information.

Manoeuvres
inter-
dites.

14. Il est interdit d'entraver de quelque façon que ce soit un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par de fausses déclarations ou de refuser de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a le droit d'obtenir en vertu de la présente loi.

14. It is forbidden to hinder an inspector in any manner in the performance of his duties, to mislead him by concealment or false representations or to refuse to give him information or a document which he is entitled to obtain under this act. Hinder- ing, etc., prohib- ited.

Certificat.

15. Un inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat signé par le ministre, attestant sa qualité.

15. An inspector shall, if so required, show a certificate signed by the Minister, attesting his authority. Certifi- cate.

SECTION V

DIVISION V

INFRACTIONS ET PEINES

OFFENCES AND PENALTIES

Infrac-
tions et
peines:
personne.

16. Toute personne autre qu'une corporation qui contrevient aux dispositions de la présente loi est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$500 pour une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$2,000.

16. Every person other than a corporation who contravenes this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than \$200 nor more than \$500 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$500 nor more than \$2,000. Contra- ven- tion of act by person.

Infrac-
tions et
peines:
corpora-
tion.

17. Toute corporation qui contrevient aux dispositions de la présente loi est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$1,000 pour une première infraction et, pour toute récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$2,000 et d'au plus \$5,000.

17. Every corporation which con- Id., by corpora- tion. travenes this act is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than \$500 nor more than \$1,000 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$2,000 nor more than \$5,000.

Officier,
etc.,
réputé
partie à
l'infrac-
tion.

18. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue à l'article 16, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

18. When a corporation is guilty of an offence against this act or a regulation, every officer, director, employee or agent of such corporation who prescribed or authorized the commission of the offence or consented to or acquiesced or participated in it, is deemed a party to the offence and is liable to the penalty provided in section 16, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted. Liability of officer, etc.

Poursui-
tes.

19. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur

19. Proceedings under this act shall be taken by the Attorney-General or by Proceed- ings.

général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin, suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

Poursui- La deuxième partie de cette dernière loi s'applique à ces poursuites.

a person whom he authorizes generally or specially in writing for that purpose, under the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

Part II of such last-mentioned act applies to such proceedings.

Proce-
dure.

SECTION VI

DISPOSITIONS FINALES

S.R., c. 191, ab. **20.** La Loi de la fabrication du pain (Statuts refondus, 1964, chapitre 191) est abrogée.

Applica- **21.** Le ministre de l'industrie et du tion de commerce est chargé de l'application de la loi. la présente loi.

Prix mini- **22.** Jusqu'à ce qu'un arrêté en conseil mum tem- soit adopté en vertu de l'article 3, le prix poraire. minimum visé à l'article 2 est fixé de la façon suivante:

<i>Pain</i>	<i>Prix minimum</i>
16 onces:	\$0.18
20 onces:	0.20
24 onces:	0.22
32 onces:	0.30

Entrée en **23.** Les dispositions de la présente loi vigueur. entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. (*)

(*) Les articles 1 à 5, 7, 8 et 10 à 23 de cette loi sont entrés en vigueur le 1^{er} août 1973. Les articles 6 et 9 sont entrés en vigueur le 1^{er} novembre 1973 (Gazette officielle du Québec, 1973, page 4483).

DIVISION VI

FINAL PROVISIONS

20. The Bread Act (Revised Statutes, 1964, chapter 191) is repealed.

R.S., c. 191, re-
pealed.

21. The Minister of Industry and Commerce shall have charge of the application of this act.

Applica-
tion of
act.

22. Until an order in council is made under section 3, the minimum price contemplated by section 2 is fixed in the following manner:

Minimum
price
pending
order.

<i>Loaf</i>	<i>Minimum Price</i>
16 ounces:	\$0.18
20 ounces:	0.20
24 ounces:	0.22
32 ounces:	0.30

23. The provisions of this act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. (*)

Coming
into force.

(*) Sections 1 to 5, 7, 8 and 10 to 23 of this act came into force on August 1 1973. Sections 6 and 9 came into force on November 1 1973. (Québec Official Gazette, 1973, page 4483).